

## POMME DE TERRE

### **Mise en place d'un schéma national de production de semences**

**U**n schéma national de production de semences de pomme de terre visant à mettre fin à l'importation de ce produit a été présenté hier au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche lors d'une réunion regroupant l'ensemble des acteurs intervenant dans cette filière, a indiqué le ministère dans un communiqué. Présidée par le ministre du secteur, Abdelkader Bouazghi, cette réunion a regroupé notamment les représentants des établissements de production, des fermes pilotes et des structures du ministère de l'Agriculture. Rappelant la place «prépondérante» qu'occupe la filière de la pomme de terre dans l'économie nationale, Bouazghi a souligné la nécessité de mettre en place un schéma national de production de semences afin de «sécuriser» le programme de production de ce tubercule qui «contribue à la souveraineté nationale». Le ministre a estimé, dans ce sens, qu'il est nécessaire d'impliquer tous les acteurs de cette filière, particulièrement les établissements producteurs. «L'objectif est de mettre fin aux importations de semences de pomme de terre», a noté le ministère.

MOISSONS CÉRÉALIÈRES 2016-2017

# Une production de 35 millions de quintaux

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé mardi, que la production nationale des céréales pour la saison des moissons 2016-2017 avait atteint 35 millions de quintaux en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines régions, alors que la production de lentilles a connu une production record estimée à 224.000 quintaux.



Ph: IDR

«**L**a production céréalière a atteint cette année 35 millions de quintaux, soit un niveau acceptable qui demeure moyen par rapport à la production enregistrée ces dernières années», a déclaré Bouazgui lors d'une rencontre d'évaluation de la saison de moissons-battage 2016-2017 et la préparation de la saison labours-semailles 2017-2018, organisée au siège de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). «Cette production a été enregistrée en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines wilayas productrices», a-t-il souligné, mettant l'accent sur «le bon encadrement de l'opération labours-semailles et moissons-battage». À rappeler que la production de céréales avait atteint 34,3 millions de quintaux en 2015-2016. D'autre part, le ministre a mis l'accent sur «la grande responsabilité» qu'assument les cadres du secteur de l'agriculture en vue d'augmenter la production nationale

de céréales et contribuer à la baisse de la facture d'importation des produits alimentaires dont les céréales. Le secteur de l'agriculture constitue «un axe primordial de la stratégie nationale de croissance économique», a-t-il ajouté, rappelant dans le même contexte ce qui a été prévu par le plan d'action du gouvernement, ainsi que les déclarations du Premier ministre, Ahmed Ouyahia concernant le soutien qui doit être apporté au secteur de l'agriculture et en premier lieu à la production céréalière. Parmi les buts tracés, poursuit le ministre, il y a lieu d'évoquer l'élargissement des superficies agricoles en accordant la priorité à la céréaliculture, soulignant que «la superficie actuelle irriguée est estimée à 1,3 million d'hectares, le secteur étant appelé à l'élargir à 2 millions d'hectares, soit une augmentation de 700.000 hectares dont 400.000 affectés à la céréaliculture». La superficie irriguée consacrée à la céréaliculture est estimée à 250.000 hectares, ce qui reste «minime par rapport aux objectifs escomptés».

## 40 MILLIONS D'EUROS ÉCONOMISÉS DANS L'IMPORTATION DE LENTILLES

S'agissant de la produc-

tion de lentilles, les chiffres du ministère avancent la production en 2017 de plus de 223.000 quintaux (contre 96.376 quintaux en 2016).

Le ministre a indiqué, dans ce sens, que cette production considérable «a permis à l'État d'économiser 40 millions d'euros sur la facture d'importation». La superficie consacrée à la culture des légumineuses a atteint 107.415 hectares contre 81.777 hectares en 2016, soit une augmentation de 30%.

Concernant la saison labours-semailles, débutée le 1er octobre, le ministre a affirmé que «toutes les mesures ont été prises pour qu'elle se déroule dans de bonnes conditions, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires», soulignant que «toutes les régions étaient prêtes pour son entame». Bouazgui a précisé que le guichet commun a été renforcé et les semences assurées en quantité, ajoutant que 22 stations de traitement de semences avaient été mises à la disposition des agriculteurs. Les engrais sont disponibles en quantité suffisante, a affirmé le ministre, mettant en relief le renforcement de cette opération, après avoir aplani toutes les entraves liées à la distribution et à l'importation de ce produit. L'enca-

drement technique a également été assuré à travers la mobilisation de 400 ingénieurs pour encadrer les opérations de labours-semailles au niveau des coopératives agricoles. Bouazgui a évoqué une nouvelle vision quant à la réactivation des contrats de performance, par l'élaboration d'une feuille de route au niveau de chaque coopérative et la définition des objectifs sur le plan local en fonction des caractéristiques de chaque région. Pour sa part, le directeur général de l'OAIC, Mohamed Belabdi, a indiqué que ses services œuvraient à réduire la facture d'importation, soulignant que la production du blé dur connaissait une certaine stabilité depuis 2011, ce qui a réduit l'importation de cette matière à 50%. La facture d'importation du blé dur s'élève à près de 1 milliard de dollars, alors que la production locale couvre 50% de la demande sur le marché, a fait savoir Belabdi, ajoutant que la facture d'importation de blé tendre dépassait 1 milliard de dollars. «Nous pouvons atteindre l'autosuffisance en matière de production du blé dur et des légumineuses dont les lentilles et les pois-chiches», a affirmé Belabdi, soulignant que «la réduction de la facture d'importation était possible». Concernant les moyens logistiques mobilisés, le responsable a fait savoir que «le secteur s'est doté de 1.500 moissonneuses, ce qui est à même de réduire les pertes estimées auparavant à 2 millions de quintaux». Quant aux silos de stockage, Belabdi a annoncé la réception de 10 nouveaux silos métalliques, dont le montage sera assuré par une joint-venture algéro-italienne, ajoutant que «deux autres silos en béton seront livrés en 2018».



## LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE A ATTEINT 35 MILLIONS DE QUINTAUX

### **"Un niveau acceptable" selon le ministre de l'Agriculture**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé mardi que la production nationale des céréales pour la saison des moissons 2016-2017 a atteint 35 millions de quintaux en dépit des mauvaises conditions climatiques connues par certaines régions, alors que la production de lentilles a connu une production record estimée à 224.000 quintaux. *"La production céréalière a atteint cette année 35 millions de quintaux, soit un niveau acceptable qui demeure moyen par rapport à la production enregistrée ces dernières années"*, a déclaré M. Bouazgui lors d'une rencontre d'évaluation de la saison des moissons-battage 2016-2017 et la préparation de la saison labours-semailles 2017-2018, organisée au siège de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). *"Cette production a été enregistrée en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines wilayas productrices"*, a-t-il souligné, mettant l'accent sur *"le bon encadrement de l'opération labours-semailles et moissons-battage"*.

A rappeler que la production de céréales avait atteint 34,3 millions de quintaux en 2015-2016.

D'autre part, le ministre a mis l'accent sur *"la grande responsabilité"* qu'assument les cadres du secteur de l'agriculture en vue d'augmenter la production nationale de céréales et contribuer à la baisse de la facture d'importation des produits alimentaires dont les céréales.

Le secteur de l'agriculture constitue *"un axe primordial de la stratégie nationale de croissance économique"*, a-t-il ajouté, rappelant dans le même contexte ce qui a été prévu par le plan d'action du gouvernement, ainsi que les déclarations du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, concernant le soutien qui doit être apporté au secteur de l'agriculture et en premier lieu à la production céréalière.

R. N.

## Grâce à la production de près de 224 000 quintaux de lentilles Economie de 40 millions d'euros sur la facture d'importation

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé, mardi, que la production nationale des céréales pour la saison des moissons 2016-2017 avait atteint 35 millions de quintaux en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines régions, alors que la production de lentilles a connu un chiffre record estimé à 224 000 quintaux.

Par Salem K.

« La production céréalière a atteint cette année 35 millions de quintaux, soit un niveau acceptable qui demeure moyen par rapport à la production enregistrée ces dernières années », a déclaré M. Bouazgui lors d'une rencontre d'évaluation de la saison des moissons-battage 2016-2017 et la préparation de la saison labour-semences 2017-2018, organisée au siège de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). « Cette production a été enregistrée



trée en dépit des mauvaises conditions climatiques qu'ont connues certaines wilayas productrices », a-t-il souligné, mettant l'accent sur « le bon encadrement de l'opération labours-semences et moissons-battage ». A rappeler que la production de céréales avait atteint 34,3 millions de quintaux en 2015-2016. D'autre part, le ministre a mis l'accent sur « la grande responsabilité » qu'assument les cadres du secteur de l'agriculture en vue d'augmenter la production nationale de céréales et contribuer à la baisse de la facture d'importation des produits alimentaires dont les céréales. Le secteur de l'agriculture constitue « un axe primordial de la stratégie nationale de croissance écono-

mique », a-t-il ajouté, rappelant dans le même contexte ce qui a été prévu par le plan d'action du gouvernement, ainsi que les déclarations du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, concernant le soutien qui doit être apporté au secteur de l'agriculture et en premier lieu à la production céréalière. Parmi les buts tracés, poursuit le ministre, il y a lieu d'évoquer l'élargissement des superficies agricoles en accordant la priorité à la céréaliculture, soulignant que « la superficie actuelle irriguée est estimée à 1,3 million d'hectares, le secteur étant appelé à l'élargir à 2 millions d'hectares, soit une augmentation de 700 000 hectares dont 400 000 affectés à la céréaliculture ». La superficie irriguée

consacrée à la céréaliculture est estimée à 250 000 hectares, ce qui reste « minime par rapport aux objectifs escomptés ». S'agissant de la production de lentilles, les chiffres du ministère avancent la production en 2017 de plus de 223 000 quintaux (contre 96 376 quintaux en 2016). Le ministre a indiqué, dans ce sens, que cette production considérable « a permis à l'Etat d'économiser 40 millions d'euros sur la facture d'importation ». La superficie consacrée à la culture des légumineuses a atteint 107 415 hectares contre 81 777 hectares en 2016, soit une augmentation de 30%. Concernant la saison labours-semences, débutée le 1<sup>er</sup> octobre, le ministre a affirmé que « toutes les mesures ont été prises pour qu'elle se déroule dans de bonnes conditions, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires », soulignant que « toutes les régions étaient prêtes pour son entame ». M. Bouazgui a précisé que le guichet commun a été renforcé et les semences assurées en quantité, ajoutant que 22 stations de traitement de semences avaient été mises à la disposition des agriculteurs. Les engrais sont disponibles en quantité suffisante, a affirmé le ministre, mettant en relief le renforcement de cette opération, après avoir aplani toutes les entraves liées à la distribution et à l'importation de ce produit. L'encadrement technique a également été assuré à travers la mobilisation de 400 ingénieurs pour encadrer les opérations labours-semences au niveau des coopératives agricoles.

M. Bouazgui a évoqué une nouvelle vision quant à la réactivation des contrats de performance, par l'élaboration d'une feuille de route au niveau de chaque coopérative et la définition des objectifs sur le plan local en fonction des caractéristiques de chaque région. Pour sa part, le directeur général de l'OAIC, Mohamed Belabdi, a indiqué que ses services œuvraient à réduire la facture d'importation, soulignant que la production du blé dur connaissait une certaine stabilité depuis 2011, ce qui a réduit l'importation de cette matière à 50%. La facture d'importation du blé dur s'élève à près de 1 milliard de dollars, alors que la production locale couvre 50% de la demande sur le marché, a fait savoir M. Belabdi, ajoutant que la facture d'importation du blé tendre dépassait 1 milliard de dollars. « Nous pouvons atteindre l'auto-suffisance en matière de production du blé dur et des légumineuses dont les lentilles et les pois chiches », a affirmé M. Belabdi, soulignant que « la réduction de la facture d'importation était possible ». Concernant les moyens logistiques mobilisés, le responsable a fait savoir que « le secteur s'est doté de 1 500 moissonneuses, ce qui est à même de réduire les pertes estimées auparavant à 2 millions de quintaux ». Quant aux silos de stockage, M. Belabdi a annoncé la réception de 10 nouveaux silos métalliques, dont le montage sera assuré par une joint-venture algéro-italienne, ajoutant que « deux autres silos en béton seront livrés en 2018 ».

S. K./APS

### TIARET

#### MISE EN VALEUR AGRICOLE

## Ouverture prochaine de 9 périmètres

Neuf (9) nouveaux périmètres de mise en valeur agricole, totalisant 78.000 hectares, seront ouverts prochainement dans la wilaya de Tiaret, a annoncé mardi le wali. Une étude de faisabilité sur ces périmètres faisant partie de 150.000 hectares supplémentaires destinés à la mise en valeur sera élaborée par le bureau d'études «Bneder», a indiqué Abdeslam Bentouati qui présidait une cérémonie de célébration de la journée nationale de vulgarisation agricole. Le wali a insisté, par la même occasion, sur l'extension de la superficie agricole pour renforcer la place de la wilaya de Tiaret comme pôle agricole par excellence contribuant à hauteur de 13 pour cent

de la production nationale de céréales. La wilaya a occupé également la première place en production d'oignon. Les périmètres projetés s'ajoutent à neuf autres ouverts à l'investissement agricole totalisant 72.300 ha, afin de permettre à des investisseurs privés de créer de nouvelles exploitations devant diversifier le produit agricole. En outre, M. Bentouati a fait part des efforts déployés dans le cadre de l'extension des terres irriguées en octroyant plus de 600 autorisations de fonçage de puits, tout en instruisant la direction des services agricoles d'inciter les agriculteurs à l'irrigation d'appoint et d'accorder des facilités pour l'exploitation des nappes phréatiques. Le même

responsable a souligné que Tiaret dispose d'immenses atouts dans le domaine agricole qui doivent être exploités pour contribuer à la diversification de l'économie nationale, se diriger vers l'exportation des produits agricoles et le développement de différentes filières dont l'élevage du bétail, l'aviculture, le lait et ouvrir la voie aux industries de transformation et à la création de chaînes de stockage et de froid et activer le rôle des opérateurs économiques. Le wali s'est également engagé d'accorder aux investisseurs toutes les facilités pour concrétiser de tels projets dans les grandes zones industrielles créées dernièrement dans la wilaya. Dans le cadre la relance de cer-

taines filières agricoles, il a proposé aux agriculteurs ayant assisté à la célébration de la journée nationale de la vulgarisation agricole, aux professionnels et cadres de l'agriculture, d'organiser des assises sur ce secteur les prochaines semaines pour valoriser les moyens dont dispose la wilaya et les rendre plus efficaces pour soutenir l'économie nationale.

Cette cérémonie abritée par la salle omnisports «Abdellah Belarbi» de Tiaret a été marquée par une exposition avec la participation d'instituts technologiques, de services du secteur agricole, d'agriculteurs et d'investisseurs en présence d'une foule nombreuse.



Sigus

## **Coup d'envoi de la campagne labours-semailles**

Sous le patronage du wali de la wilaya d'Oum El Bouaghi, la direction des services agricoles et la Chambre d'agriculture ont célébré la 24<sup>e</sup> édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole. Pour la circonstance, le chef de l'exécutif a donné le coup d'envoi de la campagne labours-semailles mardi à partir de la ferme pilote Ghoul Moussa dans la commune de Sigus. Au titre de cette campagne, 210.000 ha seront emblavés cette saison. Le blé dur occupera 62 300 ha, le blé tendre, 47 100 ha, l'orge pour 100.100 ha et l'avoine, 22 000 ha. Dans le but de garantir le succès de cette opération dont l'objectif est la multiplication et l'intensification, les services agricoles ont mobilisé les moyens nécessaires pour mener à bien et dans les délais cette campagne. A noter que cette journée a vu une multitude d'exposition par les producteurs d'olive, maraîchage, agriculture, élevage ovin et bovin, lait et dérivés, fruits et légumes ainsi que le matériel agricole.

**A. Remache**

## AQUACULTURE

# 13 nouveaux projets d'investissement seront lancés d'ici à la fin de l'année

**L'investissement dans l'aquaculture sera renforcé prochainement par le lancement de treize (13) nouveaux projets qui doivent être mis en exploitation d'ici à la fin 2017, portant le nombre d'investissements dans cette activité à 51 projets, contre 38 projets actuellement et 22 projets à la fin 2016, a indiqué lundi à Alger le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui.**

Lors d'une rencontre organisée au siège de la Direction de la Pêche et des ressources halieutiques de la wilaya d'Alger pour analyser la situation et les perspectives de cette activité, le ministre a rappelé l'objectif du secteur d'arriver à une production de 100.000 tonnes de production aquacole à l'horizon 2025, contre une production de 3.000 tonnes actuellement. Avec une production de la pêche de 100.000 tonnes/an, qui devrait rester stable voire reculer durant les prochaines années, l'objectif de 100.000 tonnes de production aquacole portera, une fois atteint, la production globale du secteur à 200.000 tonnes en 2025. Cet objectif, ancré dans le plan d'action du Gouvernement et pour lequel les pouvoirs publics ont mis en place tous les moyens nécessaires, est "réaliste" pourvu que les investisseurs privés s'y intéressent, a-t-il estimé en avançant qu'au niveau de la Direction générale de la pêche et d'aquaculture et des différentes directions régionales, plus de 200 demandes d'investissement dans l'aquaculture marine et celle d'eau douce ont été déjà déposées. "Les résultats obtenus jusqu'à ce jour en matière d'investissements dans le secteur nous permettent d'être optimistes quant à la réalisation d'un tel objectif", a-t-il affirmé. La politique tracée pour le développement de l'aquaculture en



Algérie, alors que la production de la pêche a atteint ses limites, devrait surtout permettre une augmentation de la consommation moyenne de poisson par habitant, estimée actuellement à seulement 4kg/personne/an contre une moyenne de 20kg/personne/an dans le monde et 60kg/personne/an dans les pays asiatiques, a souligné le ministre. Il a insisté sur le fait que l'aquaculture jouait un rôle primordial dans la sécurité alimentaire du pays, laquelle devenue "la priorité des priorités" des pouvoirs publics et non pas un simple slogan, ainsi que dans la croissance économique hors hydrocarbures et dans la démarche de réduction des importations. A cet effet, il a invité les agriculteurs à exploiter les bassins d'irrigation dont ils disposent dans l'élevage aquacole pour que "chaque exploitation agricole devienne une exploitation aquacole". "Si on arrive à ce stade, et avec les grands projets envisagés, le poisson sera à la portée des citoyens y compris les couches les plus défavorisées", a-t-il souhaité. Réitérant l'engagement ferme des autorités publiques à booster cette activité, en mettant à profit des investisseurs toutes sortes de facilitations, qu'elles soient d'ordre juridique, administratif, fiscal ou bancaire, il a estimé que le "risque de pertes dans ce genre de projets est très faible voire nul". Intervenant lors de la réunion, le Directeur du Développement de l'Aquaculture au ministère M. Mustapha Oussaid a détaillé le plan du développement de l'activité aquacole tel qu'inscrit dans le Plan d'action du Gouvernement.

Il a précisé que la production escomptée de 100.000 tonnes/an dans les huit prochaines années devra se concrétiser à travers 600 projets d'investissement dont 190 projets dans l'aquaculture marine (pisciculture marine, conchyliculture, crevetticulture) pour la production de 80.000 tonnes de poissons et 410 projets d'aquaculture continentale (pisciculture d'eau douce en cages flottantes, pisciculture/crevetticulture d'eau douce en étangs, Aquaculture intégrée à l'agriculture, Pêche continentale) pour en produire 20.000 tonnes. Ces projets devront permettre la création de 30.000 emplois directs et indirects, a-t-il avancé. M. Oussaid a souligné que sur les 221 demandes d'investissements dans des projets d'aquaculture déposées à ce jour, 156 demandes concernent l'aquaculture marine et 65 demandes portent sur l'aquaculture d'eau douce. Le plan d'action du secteur prévoit, en outre, la création de 93 zones d'activités aquacoles (ZAA) dont 18 ont été déjà affectées. Sur l'ensemble de ces zones, 39 ZAA marines ont été identifiées dont 15 ont été affectées alors que 54 ZAA continentales ont été identifiées dont trois déjà affectées, a-t-il informé.

### PLUSIEURS MESURES INCITATIVES POUR PROMOUVOIR LE SECTEUR

Evoquant le cadre législatif et réglementaire, le responsable a énuméré une série de mesures incitatives à cette activité dont, par exemple, l'affectation de concessions au niveau des ZAA en mer et à terre avec une redevance annuelle de la concession

à titre symbolique (1 DA/M<sup>2</sup> à terre et 1 800 DA/Ha en mer) et ce sur 25 ans renouvelables tacitement. Les investisseurs bénéficient également d'une exonération et révision à la baisse respectivement des droits de douane et de la TVA pour l'importation des aliments, d'une exonération de toutes taxes durant les 3 premières années d'entrée en production et la bonification totale des intérêts relatifs au crédits d'exploitation (qui sont de l'ordre de 8%). En outre, ces investisseurs profitent d'une décentralisation et d'un allègement des procédures réglementaires et de la mise en place, dans le cadre des dispositifs de soutien existants (ANSEJ, CNAC, ANGEM), d'un guichet unique doté d'un accompagnateur.

Intervenant à son tour, le représentant de la BADR (Banque Algérienne du Développement rural) Sid-Ali Benyamina a indiqué que la Banque détient dans son portefeuille 500 projets aquacoles d'un montant de plus de 10 milliards (mds) de DA sans compter les petits projets réalisés dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi. En y intégrant ces derniers, la Banque aura financé à ce jour 1.200 projets d'un montant global de 13 mds de DA, selon le même responsable qui a exprimé "l'entière disponibilité de la Banque à financer les projets aquacoles y compris ceux en phase d'exploitation". Il a salué à cet effet l'implication du FGAR (Fonds de garantie des crédits aux PME) dans la garantie de ces projets. A son tour, le P-DG de la SAA (Société Algérienne des Assurances) Nacer Sais s'est réjoui du fait que sa compagnie a été le premier assureur à mettre en place un produit dédié à l'assurance des projets d'aquaculture depuis près de trois ans afin d'accompagner les investisseurs dans le secteur, tout en regrettant la faible demande pour cette assurance. Les investisseurs présents à la rencontre ont tous exprimé leur satisfaction quant à la volonté des pouvoirs publics à faciliter les procédures d'investissement mais ont déploré certaines lenteurs sur le terrain notamment en ce qui concerne l'accès aux crédits bancaires.

Ahmad K.



## TLEMCCEN

CRMA

# Trois pour cent des fellahs seulement sont assurés

*Le nombre de fellahs de la wilaya de Tlemcen assurés auprès de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) ne dépasse guère les trois pour cent, ont indiqué lundi, les responsables de cette caisse.*

**E**n dépit de tous les avantages qui leur sont accordés, les agriculteurs de la wilaya ne se pressent pas pour s'assurer et assurer leurs productions agricoles, puisque l'antenne de Tlemcen de la mutualité agricole n'enregistre qu'un taux de 3 % d'agriculteurs assurés à travers la wilaya, ont-ils précisé au wali, Ali Benyaïche en marge de la célébration de la journée nationale de vulgarisation agricole. Pire encore, en matière de céréaliculture l'antenne de Maghnia n'a enregistré aucune police d'assurance de fellah, en dépit de la somme modique de 500 dinars à l'hectare que doit verser le travailleur de la terre, ont-ils ajouté, rappelant que plusieurs campagnes



Ph : DR

de sensibilisation ont été organisées à l'intention des fellahs, outre la présentation, à titre onéreux, de conseils d'experts et l'octroi de certains équipements dont des combinaisons. «Les fellahs ont pourtant bénéficié de soutien de l'État dans plusieurs domaines», a déclaré le wali qui venait de prendre connaissance de l'investissement consenti par l'antenne de Tlemcen de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR). Cette dernière a, en effet, consenti

un investissement en cours de 1,104 milliard de dinars pour le financement de la campagne agricole. Cet investissement, arrêté au 28 du mois écoulé, se répartit entre le crédit de campagne RFIG qui a enregistré l'octroi de 167 millions de DA à 150 dossiers approuvés et 577 millions de DA pour le crédit TAHADI (111 dossiers). Le leasing avec 141 millions de dinars pour 70 dossiers et le Fonds national de développement agricole (FNDA) où les 65 dossiers acceptés ont

bénéficié de 386 millions de dinars, complètent cet investissement. Abritée par le siège du Parc national de Tlemcen situé sur le plateau «Lalla Setti», la commémoration de cette journée nationale de vulgarisation a donné lieu à l'organisation d'une exposition signalétique sur les productions agricoles de la wilaya et actions entamées par les pouvoirs publics pour développer le secteur. Outre la direction des services agricoles et ses subdivisions, le Parc national de Tlemcen, l'Office national d'assainissement et de drainage, la conservation des forêts ont participé à cette manifestation. A cette occasion, les fellahs ont fait part au responsable de l'exécutif des problèmes auxquels ils sont confrontés dans l'exercice de leur profession dont l'insuffisance des ressources hydriques, de l'énergie électrique et de régularisation de leurs actes de concession ou de propriété. Ainsi, ceux de la commune de Mansourah ont demandé la révision du périmètre de protection de la nappe de l'usine d'eau minérale de Mansourah fixée actuellement à 400 mètres. Un périmètre agricole à fort rendement d'une superficie de 461 ha est confronté aux problèmes d'irrigation agricole.

## ORAN

CNMA

# Indemnisations à hauteur de 6 millions de DA des agriculteurs endommagés

La valeur des indemnisations des agriculteurs assurés à la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) à Oran a atteint 6 millions de DA depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi, de cette caisse. Ces indemnisations concernent des dommages liés aux incendies touchant les céréales, la mort de vaches et de poules suite à des maladies et des catastrophes naturelles, a indiqué le directeur de wilaya de la CNMA en marge du salon des produits agricoles qui ouvert lundi, à Oran. Mohamed Kessi a fait remarquer que les indemnisations sont égales aux recettes de la CNMA comme l'année dernière et parfois les dépassant, soulignant que ce qui importe, toutefois, est l'adhésion de l'agriculteur aux produits d'assurances mises sur le marché par le CNMA.

L'assurance permet au fellah de poursuivre son activité et à la CNMA de contribuer à la concrétisation de l'auto-suffisance alimentaire, a souligné le même responsable notant que le nombre de fellahs adhérents, depuis le début d'année en cours, a atteint 112 soit 15% seulement du nombre d'agriculteurs activant à Oran. Les instructions de la Direction générale de la CNMA sont strictes pour régler les dossiers d'indemnisations, l'octroi des facilités au maximum dans ce domaine en un temps réduit.

L'indemnisation de l'agriculteur endommagé se fait dans la même semaine

où une expertise a été présentée, a-t-il affirmé. Le service assurance bouquet «Thiqa», mis en place par la CNMA en fin 2016, enregistre à Oran un engouement timide des fellahs surtout les éleveurs, a fait savoir M. Kessi notant que ce produit offre d'importants avantages aux fellahs qui disposent de petites parcelles de

céréaliculture et aux éleveurs qui ont moins de cinq vaches. La CNMA d'Oran a organisé plusieurs colloques pour sensibiliser le fellah de l'importance de l'assurance et faire connaître les mesures incitatives et les avantages des contrats d'assurances de la CNMA qui œuvre à véhiculer l'information à toute occasion.

## SAÏDA

FOIRE RÉGIONALE DU MIEL ET DÉRIVÉS DE RUCHE

# Coup d'envoi samedi prochain

La wilaya de Saïda abritera à partir de samedi prochain, la 4e foire régionale du miel et dérivés de la ruche, avec la participation de 13 wilaya du pays, a-t-on appris lundi, de l'association de wilaya des apiculteurs, initiatrice de cette manifestation. «Cette foire, qui se poursuivra jusqu'à la mi octobre à la place «Emir Abdelkader» au centre-ville de Saïda, verra l'exposition de différentes variétés de miel produites dans la wilaya, dont ceux du cidre, de cresson, d'épices, de fleurs, d'eucalyptus, de thym et d'oranges», a indiqué le président de l'association, Kadirou Laouar. Outre ces variétés de miel, des dérivés de la ruche, notamment les grains de pollen,

la gomme d'abeille, la cire et la gelée royale seront exposés, a-t-il précisé. Cette manifestation, placée sous le slogan : «Consommons les richesses de notre pays», vise à faire découvrir aux citoyens les variétés de miel et des dérivés de la ruche, en plus de créer un espace de contact et d'échange entre les apiculteurs et un lieu de vente, a-t-on souligné. Elle prévoit des visites sur le terrain au profit des apiculteurs dans des zones apicoles de la wilaya, dont Tafrent (commune de Sidi Boubekour), Ain Zerga (Ouled Khaled), ainsi que des communications de spécialistes de produits mellifères et une virée touristique dans la région d'Aïn Skhouana.



3<sup>es</sup> journées techniques sur la figue sèche

## Une centaine d'exposants présents à Béjaïa

■ Une centaine d'exposants, principalement composés d'acteurs de la filière figuicole (producteurs et transformateurs) et de leurs pairs spécialisés dans les produits du terroir, dont les oléiculteurs, les apiculteurs, les maraîchers, ainsi que les artisans (poterie et osier) ont pris part, mardi à la maison de la culture de Béjaïa, à l'ouverture de la 3<sup>e</sup> édition des Journées techniques sur la figue sèche.

Par Samah G.

Venus de toutes régions de la wilaya, chacun a fait étalage de ses produits, présentés dans leur meilleur emballage. Il est vrai que la figue a été au centre de toutes les attentions, les visiteurs, pour la plupart friand du fruit, étant arrivés, d'emblée par centaines, pour le tâter, le toiser et faire leur emplette.

Malgré un prix que d'aucuns ont jugé excessif, variant entre 800 et 1 200 DA, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation, achetant à tour de bras et prenant un vif plaisir à fourrer leurs doigts dans les paniers exposés ou palper le fruit enveloppé dans des sacs en plastique transparent. La production a relativement baissé, près de 300 000 quintaux récoltés cette année. Mais la qualité est au rendez-vous. Le fruit a bénéficié d'un ensoleillement permanent depuis la fin du printemps, explique Laïb Makhlouf, cadre à la direction des services agricoles, qui relève que plus d'une



centaine de producteurs de figues ont émarginé durant cette campagne, au cahier des charges, régissant l'utilisation du label Figue de Beni-Mouche.

Le label est surtout applicable aux figues produites à plus de 400 mètres d'altitude, sur des

versants ensoleillés, et ne dépassant pas 30% d'humidité pour les trois variétés consacrées, notamment Thaamrwit, Thaberkent et Thazandjert, et qui de plus, sont vendus en trois catégories distinctes en fonction du calibrage : la supra, la stan-

dard et la marchande. Des séances de dégustations ont été animées par la plupart des exposants, facilitant quelque peu le choix des clients n'ont averti, qui ont acheté en fonction du goût ressenti et de l'apparence de la figue. Etalée jusqu'à jeudi pro-

chain, la manifestation, marquée par une grande convivialité, est soutenue par ailleurs par plusieurs animations, notamment des conférences-débats, des projections de films de vulgarisation avicole et des concours de jeux.

S. G./APS

 LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER  
**LIBERTE**

Page : 09

## LA 24<sup>e</sup> ÉDITION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE VULGARISATION AGRICOLE DE BÉJAÏA

### Cap sur une sécurité alimentaire durable

La maison de la culture Taous-Amrouche de Béjaïa abrite, depuis mardi, et ce, jusqu'à aujourd'hui, la 24<sup>e</sup> édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole. Une édition, jumelée avec les 3<sup>es</sup> Journées techniques sur la figue sèche de Béjaïa et organisées par la direction des services agricoles et la Chambre d'agriculture de la wilaya de Béjaïa en collaboration avec l'association des figuiculteurs de la région. Placée sous le slogan "Investir dans l'économie de la connaissance pour une sécurité alimentaire durable", la manifestation a vu la participation d'une centaine d'exposants de produits agricoles, allant de la figue sèche aux raisins en passant par l'huile d'olive, la figue de Barbarie et autres produits agroalimentaires. "Par l'organisation de

cette manifestation, nous voulons offrir aux producteurs agricoles les opportunités mises en place par l'État dans les investissements agricoles en termes d'avantages, de crédits bancaires et d'assurance, CRMA notamment", nous a déclaré en substance M. Meklat Akli, secrétaire général de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Béjaïa. C'est l'objectif essentiel assigné, dit-il, à cette 24<sup>e</sup> édition d'où la participation de structures impliquées dans le développement agricole, rural et piscicole comme la Cnac, l'Angem, la BADR, l'université, la Conservation des forêts et l'INRAA. Parallèlement à l'organisation des stands d'exposition des produits agricoles dans le hall de la maison de la Culture, des conférences ayant trait au thème de la journée seront données

par des spécialistes au profit des exposants-participants. "Renouveau rural, la labellisation de la figue sèche d'Aït-Maouche, suivi et contrôle, l'irrigation d'appoints des céréales, rôle dans la sécurité alimentaire, et le rôle des dispositifs aidés dans l'investissement agricole, investir dans l'économie de la connaissance pour une sécurité durable, cas de figue sèche" sont autant de thèmes retenus pour ce cycle de conférences, qui seront ponctuées par une série de recommandations à la clôture de ces journées de vulgarisation agricole. À noter que durant cette manifestation de trois jours, une vente des produits agricoles dont la figue sèche sera organisée au profit du public.

L. OUBIRA



# Pour une réelle vision et action

2<sup>e</sup> partie

Et disons le d'emblée, sans précaution oratoire aucune : c'est parce que l'Algérie fut historiquement le grenier de Rome, dit-on, qu'elle devra être, aujourd'hui, le véritable grenier de l'Algérie, et affirmons-le avec une pleine conviction. Ceci dit, arrêtons-nous, un laps de temps, pour dire que jamais les discours à caractère socio-économique abordant la notion du développement agricole ou rural n'ont fait abstraction du mot d'ordre sécurité alimentaire et le cours de l'histoire, confirmé par les réalités du présent, démontre que l'indépendance réelle des peuples se mesure par leur degré de sécurité alimentaire. Elle est seule et unique référence du reste. Les pays n'ayant pas atteint cet objectif, se trouvent incapables de lutter contre l'oppression et l'exploitation. Dès lors, la sécurité alimentaire devient un gage de souveraineté nationale.

Par Mohamed Khiati

Cette idée de développement démocratique a, semble-t-il, bouleversé complètement la configuration de la société algérienne dans sa globalité et sa diversité. La liberté et le pluralisme qu'elle a promus constituent désormais, des acquis à consolider et à étendre dans la mesure où ils sont perçus comme des facteurs déterminants dans une société qui veut progresser dans le sens des aspirations de la collectivité nationale. Les valeurs intimement liées à cette "idée démocratique qui sous tend l'idée de participation, très perceptible aujourd'hui, dans la pratique quotidienne des citoyens, se sont traduites au plan économique par l'autonomie de la décision reconnue aux opérateurs économiques et par la réhabilitation des notions de rentabilité, d'efficacité, de concurrence, de compétitivité et de responsabilité.

Appliquée aux agriculteurs, cette dernière notion a été à l'origine de l'extraordinaire développement du mouvement associatif agricole, couronné par la création des chambres d'agriculture : institutions appropriées pour l'expression des préoccupations des agriculteurs. S'il est une aspiration hautement légitime des agriculteurs qui ne devrait souffrir d'aucune entrave, c'est celle d'accéder au rôle de producteurs responsables capables de se prendre en charge et d'assumer pleinement tous leurs



actes de production agricole. Pour se concrétiser, cette aspiration commande aux agriculteurs d'inscrire leur action dans un cadre professionnel plus organisé qui permettra l'instauration de nouvelles relations de travail entre l'administration et la profession et l'émergence de ce qui est communément appelé "la gestion participative ou concertation".

## Agriculture algérienne : de mutation en mutation

La mutation actuelle que connaît l'agriculture algérienne succède à un long processus d'évolution dans la conduite de l'économie nationale dans sa globalité, gérée autrefois, d'une manière administrative et marquée essentiellement par une planification centralisée axée sur les aspects quantitatifs et privilégiant l'acte d'investir, au lieu du calcul économique et des notions de rentabilité et d'efficacité.

Les dysfonctionnements des mécanismes utilisés pour assurer une croissance économique équilibrée et répondant aux besoins de la collectivité nationale, ne sont en définitive, que le résultat de ce système de gestion administrative qui a révélé ses limites et ses effets pervers. Les mesures conjoncturelles initiées et mises en œuvre à des périodes déterminées, pour améliorer le fonctionnement de l'économie nationale se sont avérées souvent inefficaces d'où surgissait la nécessité de redéfinir le mode et les formes d'intervention de l'Etat dans la perspective du passage à l'économie de marché en concordance avec la mondialisation et la globalisation et leurs effets.

Ce développement conceptuel devait prendre en charge le traitement particulier à accorder à l'agriculture, en tant que secteur vital et éminemment stratégique long-temps, à la recherche d'un statut conforme à ses missions. Le secteur agricole qui emploie près de 24% de la population active totale

recèle en effet, les seules ressources durables et renouvelables pour alimenter de façon régulière, la population en biens alimentaires. Sa redynamisation constitue aujourd'hui, dans une conjoncture économique nationale particulièrement favorable, un objectif capital autour duquel, doivent se focaliser les efforts pour réduire le déficit de la balance commerciale agricole et répondre aux besoins alimentaires d'une population en pleine croissance.

Considéré néanmoins comme domaine prioritaire par les différents plans de développement qui se sont succédés, le secteur agricole n'a, en réalité, pas bénéficié de moyens et de mesures mises en place d'un encadrement suffisant. La contradiction est d'autant plus à relever que le long de la période de gestion administrative de l'économie, correspondant à la mise en œuvre des réformes agraires de premières générations, dans le contexte du socialisme et de l'économie planifiée, l'ensemble de la société attendait du producteur agricole qu'il lui assure une alimentation régulière, de qualité et à bas prix, en subissant seul, les conditions de travail et de vie les plus défavorables et en endossant, à lui seul, les risques de l'activité agricole.

Marginalisé et fragilisé au cours de cette période, marquée par les effets des restructurations successives, le secteur agricole a nécessité, plus tard, une intervention permanente de l'Etat pour le conforter dans son rôle stratégique découlant du "contrat social" qui lie les producteurs agricoles à la collectivité nationale. Cette intervention de l'Etat, par le biais de différents instruments de régulation était d'autant plus nécessaire que le passage à l'économie de marché risquait de fragiliser davantage le secteur agricole. Elle aura, dans ce contexte, pour principales finalités, l'assainissement et la consolidation du secteur agricole pour lui assurer une protection suffisante à même de lui permettre d'entrer dans la

compétitivité inévitable à un contexte de marché libre et de concurrence.

L'intervention de l'Etat par la régulation s'est inscrite dans un contexte de rupture radicale dans lequel, l'agriculteur passe du statut de producteur assisté et/ou marginalisé à celui d'entrepreneur autonome et responsable. La nécessité d'une transformation radicale des rapports au sein de l'agriculture s'est faite, graduellement et aisément, ces dernières années. Elle s'est plus ressentie que les réformes successives engagées procédaient d'une approche qui reléguait au second plan, sinon occultait, les motivations et les intérêts profonds des agriculteurs.

Les quelques échecs ou plutôt les quelques démerites relatifs des politiques agricoles menées depuis l'indépendance à une époque récente, des années 1990, sont l'illustration parfaite de l'absence de l'implication des agriculteurs dans la réalisation des objectifs définis. C'est pourquoi, la "sécurisation" des producteurs s'est progressivement imposée comme l'idée maîtresse à partir de laquelle, l'élaboration de toute politique de développement agricole ou rural peut se concevoir. Cette sécurisation procède d'une démarche qui s'apparente à la "politique des petits pas" correspondant, à chaque étape, à un saut qualitatif donnant à ce concept de "sécurisation" sa signification entière. Les mesures entreprises aujourd'hui, en direction du monde agricole et rural procèdent également de la volonté d'aboutir à la "sécurisation" des producteurs et à l'établissement ou au rétablissement du lien extrêmement fort entre l'agriculteur et la terre.

Voyons donc, d'une façon sommaire, l'évolution historique des politiques et réformes agricoles, en Algérie post-indépendance.

Déjà au début de l'indépendance du pays, les possibilités offertes par le secteur agricole furent diversement explorées suivant la conjoncture et les solutions retenues. Chacune d'elles renvoyée à

une certaine conception du rôle de l'agriculture dans le développement, du rôle de l'Etat dans ce développement et de son rapport avec les entreprises et les différentes catégories sociales du secteur agricole. C'est ainsi, que dès les premières années de l'indépendance, un courant de pensées tendait à suggérer l'industrialisation de l'agriculture algérienne. "Tracteurs, matériels aratoires, moissonneuses batteuses, semoirs, engrais chimique, produits phytosanitaires et variétés à hauts rendements font partie, depuis 1969 des moyens par lesquels l'Etat entend développer la production agricole et réaliser la couverture maximale possible de la consommation alimentaire.

A l'époque, l'unanimité est établie pour reconnaître qu'un tel processus de modernisation est mal aisé à mettre en place et lent à fournir des résultats en raison de "la pesanteur sociologique" d'un secteur agricole traditionnel. Un décalage se manifeste entre production agricole, population et besoins. Il n'apparaît pas en voie de résorption, la population et le revenu moyen évoluant plus vite que l'offre intérieure de produits agricoles. Il apparaît donc, intéressant d'examiner les différentes réformes et la politique algérienne en matière d'agriculture, en tant que branche vitale de l'économie nationale.

Le cheminement logique de cette branche jusqu'à nos jours, a suivi les tendances de l'économie nationale, ses fluctuations et l'évolution des systèmes politiques de telle sorte que l'agriculture a connu, le long de son processus d'évolution, des virages et des tournants décisifs, marqués par les influences extérieures d'ordre politique et économique, mais aussi intérieures, liées à l'évolution de la société algérienne, dans sa globalité. Ici, arrêtons-nous, le temps d'une description sommaire pour dire tout d'abord, que l'expérience algérienne en matière de dévelop-

...



pement économique durant les quatre décennies, c'est à dire depuis l'indépendance en 1962 à l'heure actuelle, s'est caractérisée, pour l'essentiel, par sept étapes distinctes.

- La première étape (1962 à 1965), que l'on peut qualifier d'étape de la reprise en main d'une économie embryonnaire, délaissée par le départ massif des colons.

- La deuxième période (1966 à 1969), est celle que l'on peut qualifier de la période de mise en place des structures nécessaires à la planification du développement économique. Cette période a connu le lancement du pré-plan triennal ainsi que les premières nationalisations du système bancaire et celles du secteur de distribution des hydrocarbures. Les sociétés anglo-saxonnes ont été nationalisées durant cette période qui constitue d'ailleurs, une étape préliminaire pour la nationalisation massive opérée au cours des années 1970. Elle constitue également une période de l'émergence des premières Assemblées Populaires Communales qui devait s'achever au cours des années 1970, vers l'institution de l'Assemblée Populaire de Wilaya, de la tenue d'élections présidentielles et des autres réformes qui devaient intervenir successivement.

- La troisième étape (1970 à 1978), que l'on peut caractériser par la mise en place des structures industrielles et le parachèvement des institutions publiques. C'est durant cette période que l'Algérie a connu un taux d'investissement extrêmement important. La moyenne sur la période (1970-1978) était de 45%.

C'est la période où l'investissement productif a pris la part la plus importante. C'est également la décennie où il y a eu le nombre le plus important de création d'emplois dans le secteur productif. C'est une période où, sur le plan macro-économique, pratiquement, toutes les mesures prises étaient à l'opposé de ce que peut recommander une économie libérale et pourtant, c'est durant cette période là, que les meilleurs résultats ont été enregistrés.

Le taux de croissance réel sur la période avait été de 7% pour la production totale et 4% pour la consommation. Le taux de chômage a été réduit sensiblement par rapport à la situation antérieure malgré la croissance importante de la population active.

- La quatrième période (1979 à 1986), fut caractérisée par une réorientation notable de la structure des investissements au détriment des secteurs directement productifs. Il était pensé que nous avions beaucoup investi durant la période précédente dans le secteur directement productif et qu'il fallait réajuster vers les secteurs non productifs, donc une restructuration extrêmement importante, une réorientation de la part des investissements dans le secteur non productif.

La restructuration des entreprises publiques et le niveau record de recettes annuelles d'exportation sont les autres caractéristiques de cette période. Les recettes des exportations de 1980 étaient le double de celles enregistrées en 1979. Le choc pétrolier en 86 a remis en cause toute la politique économique du pays.

- La cinquième étape (1987/1988) est caractérisée par une chute brutale des recettes d'exportation. C'est une période qui correspond à la mise en application des réformes économiques assortie du poids excessif du service de la dette et de la récession économique.

- La sixième étape (1989-1999) est la période que l'on peut qualifier de période de l'ouverture démocratique, de la libération du champ médiatique et leur corollaire en termes de responsabilité, d'autonomie et d'efficacité, c'est également une période de la récession économique prolongée et de l'ajustement structurel. Lors de cette période le secteur agricole a connu un certain nombre de réformes,



- La septième étape à partir de l'an 2000, correspond à la relance économique, à la consolidation des acquis de la démocratie et du pluralisme et sur le plan de l'agriculture, à la refonte du système de gestion de l'agriculture traduit par la mise en œuvre du Plan National du Développement Agricole et Rural, puis la politique de renouveau agricole et rural, à partir de 2008 et sa consolidation au cours du quinquennat (2015/2019).

Il est à souligner que le secteur agricole a suivi l'évolution de l'ensemble des secteurs de l'économie nationale depuis le recouvrement de la souveraineté nationale; mais ce qui lui est propre, c'est son passage par certaines phases, qualifiées de turbulentes qui ont bien marqué son histoire plus particulièrement celle liée au domaine du foncier agricole.

Les différentes réformes qu'a connu le secteur agricole durant les trois premières décennies et qui se traduisent par : L'autogestion, au lendemain de l'indépendance en 1963, la révolution Agraire en 1971, la restructuration en 1980, la réorganisation des Domaines Socialisés en 1987, n'ont pas toujours été achevées à terme ce qui a souvent induit leur chevauchement d'où l'incapacité de donner une appréciation sur leur impact et leur évaluation.

Depuis 2000, une nouvelle politique ou réforme a été engagée dans le secteur de l'agriculture et qui s'est traduite par la mise en œuvre du Plan National du Développement Agricole et Rural (PNDAR), consolidée, par ailleurs, huit ans après, à travers la politique de renouveau agricole et rural.

Fondée sur l'adhésion totale des producteurs, toute politique de développement agricole doit organiser la convergence nécessaire entre les intérêts de l'Etat ou de la collectivité nationale, et ceux des agriculteurs. Elle doit garantir aux agriculteurs que l'intensification de la production qu'ils réalisent et l'effort supplémentaire qu'ils consentent, leur profitent directement en termes d'amélioration des niveaux de vie ou de revenu, tout comme ils profitent à tout le corps social en termes de diminution relative des prix des produits agricoles.

### Vision claire et action soutenue.

Il est admis à travers le monde que toute stratégie agricole et rurale est fondée, dans sa conception première, sur le principe de la vision et de l'action. Celle-ci exige (i) de rassembler le potentiel de connaissances accumulés au sein des secteurs d'activité agricole et

para-agricole et d'analyser les causes qui sont à l'origine des inadéquations et des décalages du système productif par rapport aux besoins de la société ; (ii) d'exhumer les programmes sectoriels étudiés afin de les actualiser et rétablir les articulations et les cohérences internes selon une logique intersectorielle, car l'agriculture ne se pratique pas en vase clos. Souvent ses variables de commande se trouvent dans la sphère de son environnement; (iii) de corriger les distorsions qui ont enfermé les agriculteurs dans des modes de gestion paralysants des structures agraires et un environnement peu aptes à remplir la fonction de validation du travail ; (iv) de définir des référentiels techniques locaux qui autorisent à la fois un contrôle scientifique plus rigoureux des conditions de reproduction de la fertilité naturelle des sols, une protection des écosystèmes existants et un accroissement ininterrompu de la productivité des terres agricoles.

Aussi, c'est en s'appuyant sur les expériences et les bilans des modèles connus et opposés de croissance agricole que s'est construite, ces dernières années, une politique agricole intégrée dans une vision économique globale, qui tend, avouons-le sans ambages, à améliorer les niveaux de cohérence entre les politiques agricole, alimentaire et agro-alimentaire qui ajustent au mieux, les instruments de régulation et de fonctionnement économiques aux objectifs visés qui assure de surcroît, une stabilité, une régularité et une continuité des activités et des projets de développement agricole et rural, conduits par l'Etat.

L'Algérie, consciente des défis et des enjeux de l'heure et de l'avenir, œuvre inlassablement dans la perspective d'atteindre sa sécurité alimentaire- gage de souveraineté nationale-, à la promotion du secteur agricole et rural. Dans ce contexte, s'il est vrai que l'agriculture algérienne est passée, des années durant, par des phases qualifiées de "turbulences majeures" liées en somme, et, historiquement, à des facteurs endogènes et exogènes, elle a fait, cependant, des bonds importants perceptibles au niveau de ses taux de croissance en nette progression. Cette amélioration est liée aux mesures draconiennes de refonte du système agricole entreprises, ces dernières années, assorties d'une multitude d'opérations d'organisation tant sur le plan institutionnel, économique et financier, que professionnel.

Conforté déjà par l'exécution des programmes du Plan National du Développement Agricole et Rural (PNDAR) engagé en (2000-2008), dont l'objectif fondamental, rappelons le, visait à terme, l'atteinte de la sécurité alimentaire sous-tendant l'accès des populations aux produits agricoles conventionnellement admis et la couverture des besoins de consommation par la production nationale, le secteur agricole et rural est appelé à s'approfondir les années à venir selon les projections futures et ses implications devraient alors être prometteuses et de pleine mesure sur le niveau de la sécurité alimentaire du pays.

Aujourd'hui et dans la tendance de cette progression aussi palpable dans le taux de croissance enregistré (6% en moyenne à partir de 2000) et dans l'extension du potentiel productif en surface agricole et forestière que sur les multiples réalisations en matière d'investissements consentis, de mise en place d'infrastructures agricoles et rurales, de moyens de production, et de projets de proximité, le secteur a connu à partir d'août 2008, un recentrage de son action- se fiant à cette idée que toute politique est élastique-, reposant sur la politique du Renouveau agricole et rural, qui vise de prime abord, " l'amélioration du niveau de sécurité alimentaire en s'appuyant sur la libération des initiatives et des énergies, la modernisation de l'appareil productif et la traduction en termes actuels des potentialités considérables que recèlent le pays".

La politique du renouveau agricole et rural, rappelons le, s'est fixée, selon le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, comme objectif immédiat : (i), le recentrage des différents dispositifs d'encadrement existants, à la lumière des expériences passées mais aussi, au regard des nouveaux défis à relever, et (ii), procède d'une méthodologie qui, tout en accordant un rôle majeur à la consultation et à la concertation permanente, privilégie la mise en place de cadres et de systèmes d'intervention et d'incitation, caractérisés par la rationalité, la rigueur et la transparence.

Cette opportunité devait permettre, aux opérateurs concernés de s'organiser, de se professionnaliser, de structurer leurs filières dans des conditions optimales et, partant de là, de contribuer de manière significative et efficiente à la consolidation de la sécurité alimentaire du pays. " Ce sera là, d'après le s'énoncés de principes

du Ministère, une contribution essentielle, à un moment où la crise alimentaire mondiale prend une ampleur jamais atteinte et risque de mettre en péril les grands équilibres écologiques, économiques et sociopolitiques de la planète, avec les conséquences parfois tragiques que nous savons " (1)

Faut-il rappeler ici, aux peu initiés, que la politique de renouveau agricole et rural, s'inscrivant dans le cadre du programme de son excellence Monsieur le Président de la République, à la lumière de ses orientations formulées tout particulièrement lors de la conférence nationale sur l'agriculture, tenue en février 2008, à Biskra, s'est fondée sur un consensus cristallisé sur la politique de développement économique et social du pays et au regard des besoins alimentaires croissants de notre société, dont les effets immédiats, à moyen et long terme nous permettent d'atteindre notre sécurité alimentaire.

L'idée de recentrage en valait la chandelle, dans la mesure où un double impératif a servi de fondement à cette politique à vision claire et à action soutenue : Le premier a été de mettre le secteur de l'agriculture en position de relever efficacement deux défis majeurs : jouer le rôle de véritable moteur de la croissance et contribuer à l'amélioration significative de la sécurité alimentaire du pays, devenue un enjeu de sécurité nationale ; Le deuxième est de mettre le développement rural, en tant que politique intégrée et multisectorielle, en situation de promouvoir un développement soutenu, durable et équilibré des territoires ruraux et d'améliorer sensiblement les conditions de vie des populations rurales.

La consécration de l'agriculture et du développement rural devait, à terme, conférer à leur renouveau, la profondeur stratégique qui lui manquait et lui donner les attributs d'un véritable projet national. L'allocation annuelle de 200 milliards de dinars par an pour les cinq années passées (2010-2014), a constitué, pour autant, le levier puissant qui lui a permis de passer de l'ambition affichée à la politique exécutée. Il est là, pensons-nous, une ascension vertigineuse dans la prise en charge du secteur puisqu'il est mis fin à une longue période d'hésitation et d'incertitudes qui s'est singularisée par une série d'actions qui s'apparentaient plus à des réactions conjoncturelles qu'à des initiatives procédant d'une vision stratégique et s'inscrivant dans la durée.

a suivre



Sidi Bel-Abbès

## La Conservation lance une étude pour la création de 7 forêts de loisirs

Dans le cadre du développement du tourisme et la préservation des richesses forestières, la Conservation des forêts de la wilaya de Sidi Bel-Abbès vient de finaliser une étude de création de 7 espaces forestiers de loisirs d'une superficie globale de 92 hectares, rapporte un communiqué de la cellule.

Le bosquet au chef-lieu de la ville comprendra une superficie de 6 hectares et sera le premier espace qui va redorer la ville vu sa position géographique à proximité du tissu urbain.

Les 6 autres espaces toucheront les lieux de Bouhriz dans la commune d'Amarna sur une superficie de 16 ha, celui de Sidi Zouaoui dans la commune de Boukhanefis avec 10 ha, la forêt de Moulay Slissen 15 ha, celles de Sidi Nafaâ, commune de Merine, Djebel Reffas à Telagh et de la commune de Dhaya avec respectivement des superficies de 17 ha, 19 ha et 9 ha.

Il est fait part d'attendre l'aval de la direction générale avant le dépôt du dossier au niveau du secrétariat du ministère. L'exploitation serait en conformité avec le cahier des charges et le plan de préparation et d'orientation conçu par la Conservation des forêts de la wilaya qui exige la création d'aires de loisirs et de jeux pour enfants, de jardins et de lacs, et autres commodités adéquates à ce genre d'endroit.

Cette création va générer plusieurs emplois, fait-on savoir. Un délais de 20 ans est accordé aux exploitants pour l'usage de ces espaces, ajoute la source. La conservation gardera l'autorité de contrôle, de gestion et d'exploitation. Il est recommandé de construire uniquement en bois afin de préserver l'aspect sauvage et naturel des lieux et ne jamais tomber dans l'erreur du lac Sidi Med Ben Ali.

**Djillali Toumi**